

BLANCS DE CHEQUES,
BLANCS DE BILLETS,
LITRES FUNERAIRES,
CARTES D'AFFAIRES,
CIRCULAIRES,
TETE DE COMPTES
ETC., ETC., ETC.

Nos CARACTÈRES sont tout neufs.
Impression soignée et de belle appa-
rence. Examinez le journal *L'Association*.

Nous imprimons à des taux spécia-
lement réduits tous documents (Cons-
titutions, Règlements, etc.) publiés par
des sociétés de bienveillance et de secours
mutuel. Nous avons aussi un tarif très
modique pour TOUTES publications entre-
prises par les séminaires, collèges, con-
vents, et par des membres du clergé.

PHILIPPE MASSON,
Imprimeur-Éditeur.

DÉCISION JUDICIAIRE CONCERNANT LES JOURNAUX

Article 1.—Toute personne qui
retire régulièrement un journal du
bureau de poste, qu'elle ait sous-
crit ou non, que ce journal soit
adressé à son nom ou à celui d'un
autre est responsable du paiement.

Article 2.—Toute personne qui
envoie un journal est tenu de
PAYER tous les arrérages qu'elle
doit sur l'abonnement, autrement
l'éditeur peut continuer à lui
envoyer jusqu'à ce qu'elle ait payé.
Dans ce cas l'abonné est tenu de
payer en outre le prix de l'abon-
nement jusqu'au moment du paie-
ment, qu'il ait retiré ou non le
journal du bureau de poste.

Article 3.—Tout abonné peut
être poursuivi pour abonnement
dans le district où le journal est

Lacombe. O. M. I., nous adressait la
lettre suivante, pour publication :

" Mon cher Rédacteur,

" Dans l'intérêt de notre nationalité,
pour le plus grand bien de la Puissance
canadienne et du bien-être de nos compa-
triotés, comme vieux pionnier de Manitoba
et du Nord-Ouest, je vous prie de publier
dans votre journal l'article "Menace d'émi-
gration" du *Moniteur du Commerce* qui
jette le cri d'alarme. Que les journaux aux
vues larges et vraiment patriotiques, ainsi
que ceux qui ont à cœur l'intérêt du
pays, se lèvent et fassent comprendre à
notre peuple ce qu'il doit faire pour ne pas
émigrer à l'étranger. Quoiqu'on en dise,
il est prouvé aujourd'hui que la province de
Québec ne peut nourrir tous ses enfants.
Les gouvernements ne peuvent donner de
quoi vivre à tous.

Et pourquoi donc nos respectables habi-
tants par milliers désertent vos paroisses et
leurs terres pour aller s'enfermer avec leurs
enfants dans les usines de la grande répu-
blique ? Demandez-leur. Ils vous diront
tout : C'est parce que la province de Québec
ne peut nous nourrir. Qu'on objecte et
qu'on proteste tant qu'on voudra ; le fait est
là et au vu et su de tous. Donc plus que
jamais c'est le devoir des vrais patriotes de
tenter de nouveaux efforts pour détourner
et diriger couramment de nos braves cultiva-
teurs vers nos belles contrées du Manitoba
et du Nord-Ouest ; c'est le temps d'attirer
l'attention de nos populations vers l'inté-
ressante province de Manitoba, mais aussi
vers notre riche vallée de la Saskatchewan,
où des milliers d'acres de belle terre prête
à labourer, attendent le courageux culti-
vateur.

Bientôt je demanderai l'hospitalité de vos
colonnes pour donner des explications sur
ce pays, dans le but bien établi d'y attirer
nos nationaux malgré l'opposition que les
esprits étroits pourraient nous faire.

En attendant, j'ai l'honneur de me dire.
Votre etc.,

A. LACOMBE, O. M. I.

MENACE D'ÉMIGRATION

(Du *Moniteur du Commerce*)

Si nous en croyons quelques rumeurs,
certaines localités du district de Québec
seraient menacées de dépeuplement parce
que, dans les régions de Matane, Témis-
couata, Rimouski, Kamouraska et une partie
de Montmagny, le rendement des terres sera
à peine suffisant pour nourrir la population.
A la suite de deux années de récolte plus
que médiocre, la population agricole de
cette partie de la province, se voyant
encore en face d'une autre moisson trop
pauvre et étant endettée dans une forte

qui dépeuplera une partie de notre province
moins favorisée que les autres sous le rap-
port du rendement des terres, et il devient
nécessaire de songer à détourner au profit
du Canada cette envie d'émigrer qui me-
nace de s'emparer des habitants des comtés
que nous mentionnons plus haut.

C'est cette pensée qui a inspiré à un con-
frère les observations suivantes auxquelles
nous souscrivons :

" Au point de vue agricole, il n'est pas
de raison d'émigrer, car on sait que dans
plusieurs parties des États-Unis la récolte
est au moins aussi mauvaise que dans les
régions canadiennes les plus mal partagées
cette année. Mais on cherche le travail
des manufactures dans la République qui,
en élevant ses tarifs, exclut autant que
possible les produits de fabrique étrangère
afin de donner de l'ouvrage à ses habitants.

Nous voulons appeler l'attention immé-
diate et sérieuse des gouvernements d'Ot-
tawa et de Québec sur la situation excep-
tionnelle faite à des milliers de familles
dans ce district. Il est de saine économie
politique de garder sur notre sol les habi-
tants de ce pays. Toute famille qui nous
laisse est une perte considérable pour le
revenu, surtout quand elle abandonne une
terre en culture et en rapport. Beaucoup
de ceux qui se préparent à nous quitter ne
nous reviendront pas.

Il faudrait, non pas faire l'aumône et dis-
tribuer des secours gratuits, mais décider
sans délai une série de travaux publics qui,
exécutés à l'automne et durant l'hiver, per-
mettraient aux plus affligés de se procurer
les moyens de vivre et d'attendre une au-
tre année meilleure. Dans la région de
Matane, un chemin de fer est en projet.
Eh bien ! que ce projet soit mis de suite à
l'étude et que les deux gouvernements
voient à faire quelque chose de pratique. Il
y a besoin de quais et de travaux à Matane
qui pourrait devenir un port de mer impor-
tant et commode.

Dans Témiscouata, Kamouraska, etc.,
il y a aussi des travaux de tous genres à ac-
complir, et il n'est pas d'heure plus propice
pour les entreprendre.

Le commerce de Québec, plus directe-
ment intéressé que celui des autres villes,
devrait, par la chambre de commerce, son
organe naturel, prendre l'initiative d'un
mouvement et de démarches comme ceux
que nous suggérons auprès des gouverne-
ments. La situation est plus grave que ne
le pensent ceux qui ne se sont pas rendu
compte par eux-mêmes, en voyant de leurs

Notre voix sera-t-elle entendue ? Le
patriotisme de nos hommes publics a aujour-
d'hui une importante mission à remplir."

Non seulement le commerce de la ville de
Québec, mais encore celui de toute la pro-
vince se ressentiront de cette émigration si
elle a lieu. Les liens de solidarité de toute
nature qui existent entre les différents grou-
pes de la population de cette province sont
tels qu'il deviendra très difficile d'enrayer le
mouvement d'émigration qui, une fois parti,
finira par s'étendre à tout le pays. Il
n'y a pas de contagion plus funeste que
celle de l'idée qui s'empare à certaines épo-
ques de notre population, de se croire plus
heureuse dans la république voisine que
dans le Canada. Cette idée, une fois ancrée
dans le cerveau d'une partie de nos gens, se
propage petit à petit et cause des torts
incalculables.

Un des bons moyens de l'enrayer, serait,
pour les gouvernements, comme pour les
municipalités, d'anéantir les marchands de la
campagne à faire comprendre aux cultiva-
teurs que les États-Unis n'auront plus les
avantages d'autrefois, à cause de l'accrois-
sement excessif de leur population qui est
aujourd'hui de soixante et quatre millions ;
de leur faire comprendre aussi à ceux qui
veulent changer de pays que s'ils veulent
du mieux, c'est au MANITOBA et au Nord-
Ouest qu'ils le trouveront parce que dans
ces territoires nouveaux, ils trouveront des
terres fertiles d'abord, et qu'ensuite ils
continueront de vivre dans leur pays où la
liberté est aussi grande qu'aux États-Unis,
sans avoir à redouter d'ici à longtemps une
concurrence à chaque pas et à chaque jour
avec des éléments qui leur sont étrangers
et parfois antipathiques.

Nous nous adressons souvent aux mar-
chands de la campagne pour leur deman-
der leurs concours dans la solution de di-
vers problèmes qui touchent aux intérêts de
notre province ; on comprendra facilement
le double but que nous nous proposons en
agissant de la sorte. Nous voulons inté-
resser davantage notre marchand à son
avantage immédiat, et nous voulons lui
montrer le rôle de premier ordre qu'il peut
et doit jouer dans la préparation d'un
avenir prospère pour la population qui
l'entoure.

Abonnez-vous à **L'As-
sociation**, journal ami des
classes ouvrières.